



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Service de la coordination des
politiques publiques**

**Bureau de la coordination
et des procédures environnementales**

Saint-Denis, le 27 novembre 2023

ARRÊTÉ N° 2023 - 2544 /SG/SCOPP/BCPE

**d'autorisation relatif à l'exploitation par la société réunionnaise de concassage (SORECO)
d'une carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de premier traitement des
matériaux, sur le territoire de la commune de Saint-Pierre au lieu-dit « Pierrefonds »**

LE PRÉFET DE LA RÉUNION

- VU** le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V, notamment l'article L.511-2 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) codifiée à l'annexe de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU** le code minier, et notamment son titre III - livre III (partie législative) ;
- VU** le code du patrimoine, et notamment son titre II - livre V (partie législative) ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion (hors classe) - M. FILIPPINI (Jérôme) ;
- VU** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Laurent Lenoble, en qualité de secrétaire général de la préfecture de La Réunion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2016-440/SG/DRCTCV en date du 29 mars 2016 autorisant l'extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par Société Réunionnaise de Concassage (SORECO) sur le territoire de la commune de Saint Pierre au lieu-dit Pierrefonds ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2022-2442/SG/SCOPP/BCPE en date du 28 novembre 2022 autorisant la Société Réunionnaise de Concassage (SORECO) à exploiter, après extension, la carrière Dijoux 2 sise à « Pierrefonds » sur le territoire de la commune de Saint-Pierre.
- VU** l'arrêté préfectoral n°2023-2310 du 27 octobre 2023 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à M. Laurent LENOBLE, secrétaire général de la préfecture de La Réunion et à ses collaborateurs ;
- VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Pierre approuvé le 22 juillet 2021 ;
- VU** le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de La Réunion approuvé par arrêté préfectoral n°2010-2755/SG/DRCTCV du 22 novembre 2010 ;
- VU** la demande initiale présentée le 20 mai 2022 par la société réunionnaise de concassage visant à obtenir l'autorisation environnementale pour l'extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de premier traitement des matériaux sise au lieu-dit « Pierrefonds » sur le territoire de la commune de Saint-Pierre ;
- VU** le dossier complété déposé en sous-préfecture de Saint-Pierre le 02 décembre 2022 par la société réunionnaise de concassage à l'appui de cette demande – dossier mis à l'enquête publique ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale (MRAe) en date du 10 mars 2023 ;
- VU** le mémoire en réponse du pétitionnaire, référencé EMC2 n°D367 de mars 2023, transmis le 22 mars 2023 apportant des compléments suite à l'avis de l'autorité environnementale émis le 10 mars 2023 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2023-1045/SP Saint-Pierre/BATEAT en date du 25 mai 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires et ses installations de premier traitement sise au lieu-dit « Pierrefonds » sur le territoire de la commune de Saint-Pierre présenté par la société SORECO du 29 juin au 28 juillet 2023 inclus ;
- VU** le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 14 août 2023 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 13 novembre 2023 de l'inspection des installations classées référencé SPREI/UM3S/71-01369/LC/2023-1667;
- VU** le projet d'arrêté porté le 14 novembre 2023 à la connaissance du pétitionnaire ;
- VU** l'absence d'observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet dans son courrier du 21 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes des articles L.181-3 et L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'établissement peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation relative à l'extension de la carrière, telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, complétées par les prescriptions définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'établissement vis-à-vis des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement et permettent de répondre aux observations et réserves formulées par les différents services et organismes consultés lors de la procédure,

notamment la lutte contre toute pollution, la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.333-3 du code minier, notamment la bonne utilisation du gisement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'intercepte aucun périmètre à statut environnemental particulier (ZNIEFF, espaces remarquables du littoral, réserves naturelles nationales et régionales, espaces naturels sensibles, zone de protection de captage, etc) ;

CONSIDÉRANT que le projet répond aux enjeux et orientations définis par le SDC de la Réunion et que le site est localisé dans l'espace-carrière RE-04 « Pierrefond centre » ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remise en état du site, telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale complétées par les prescriptions définies par le présent arrêté, permettent d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;

notamment la protection de l'environnement et des paysages incluant un retour à l'usage initial, à savoir un usage agricole ;

CONSIDÉRANT que les déchets inertes entrants sur le site de l'exploitation, tels qu'ils sont définis au présent arrêté, sont réservés uniquement aux travaux de remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté ne porte pas dérogation à l'application de l'article L.411-1 du Code de l'environnement concernant les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté ne porte pas dérogation à l'interdiction générale de défrichement fixée à La Réunion en application de l'article L.374-1 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de La Réunion ;

ARRÊTÉ

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société réunionnaise de concassage (SORECO) dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé, 501 route de l'Entre-Deux – 97 410 SAINT-PIERRE est autorisée à

exploiter, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations situées sur le territoire de la commune de Saint-Pierre au lieu-dit « Pierrefonds » et détaillées aux articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 INSTALLATIONS AUTRES QUE CELLES SOUMISES À AUTORISATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables aux installations classées concernées incluses dans l'établissement dès lors que ces dispositions ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.1.3 ABROGATION DES PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions techniques du présent arrêté se substituent à celles édictées dans l'arrêté préfectoral n°2016-440/SG/DRCTCV en date du 29 mars 2016 autorisant l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires par la Société Réunionnaise de Concassage (SORECO) sur le territoire de la commune de Saint-Pierre au lieu-dit Pierrefonds, à l'exception de l'article 1.1 qui demeure applicable.

L'arrêté préfectoral n°2022-2442/SG/SCOPP/BCPE en date du 28 novembre 2022 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS

Les installations sont destinées à l'exploitation d'une carrière dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- la surface de l'installation autorisée est de 19ha 47a 01ca dont 17ha 73a 38ca en extraction ;
- le volume total d'extraction, y compris les matériaux de découverte, est de 4 546 564 m³ soit **environ 9 914 148 t** ;
- le volume maximal annuelle de matériaux extraits est de 365 297 m³ soit **800 000 tonnes** ;
- Horaires d'exploitation : les activités d'extraction et de traitement des matériaux se déroulent du lundi au vendredi sauf jours fériés, **de 7 h à 19 h**. Le chargement et la livraison des matériaux auront lieu de **6 h à 19 h** du lundi au vendredi.

Toutes les activités dans le périmètre des installations sont interdites en dehors de ces horaires, sauf exceptionnellement pour permettre de procéder à des opérations de mise en sécurité du site, notamment en cas d'alerte cyclonique.

ARTICLE 1.2.2 INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE ICPE

| Rubrique Alinéa | Désignation des installations | Nature de l'installation | Régime | Seuil du critère |
|-----------------|---|---|----------|------------------|
| 2510-1 | Carrière (exploitation de) : Exploitation de carrières, à l'exception de celles | Extraction de matériaux alluvionnaires surface classée : 19 ha 47 a 01 ca surface d'extraction : 17 ha 73 a | A | Sans |

| Rubrique Alinéa | Désignation des installations | Nature de l'installation | Régime | Seuil du critère |
|-----------------|---|--|----------|-----------------------|
| | visées aux points 5 et 6 | 38 ca Volume total d'extraction y compris les matériaux de découverte : 4 546 564 m ³ , soit 9 914 148 tonnes Production moyenne annuelle : 236 000 m ³ , soit 517 000 t Production maximale annuelle : 365 297 m ³ , soit 800 000 t | | |
| 2515-1 b | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. | La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation s'élève à : 200 kW | D | 200 kW |
| 2517-2 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques | Surface susceptible d'accueillir du transit de matériaux : 9 500 m² . | D | 10 000 m ² |

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé

ARTICLE 1.2.3 RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

| Rubrique | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation |
|----------|------------|---|---|
| 2.1.5.0 | A | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. supérieure ou égale à 20 ha | Surface du projet + Bassins versants naturels : 50,5 ha |

* A (autorisation) ; D (Déclaration)

ARTICLE 1.2.4 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur le territoire de la commune de Saint-Pierre, au lieu-dit « Pierrefonds », au droit des parcelles suivantes :

| Section | | N° des parcelles | Superficie autorisée | Superficie exploitable |
|---------|-------------------|---------------------|----------------------|------------------------|
| CR | Extension | 227 | 2ha 91a 93ca | 2ha 65a 29ca |
| | | 483 | 2ha 50a 41ca | 2ha 10a 79ca |
| | | 710 | 0ha 91a 88ca | 0ha 80a 67ca |
| | | 709 | 0ha 90a 07ca | 0ha 75a 19ca |
| | Carrière initiale | 1153 | 0ha 80a 74ca | 0ha 69a 16ca |
| | | 1155 | 0ha 84a 41ca | 0ha 72a 20ca |
| | | 119 | 2ha 75a 07ca | 2ha 63a 08ca |
| | | 189 | 2ha 80a 00ca | 2ha 65a 40ca |
| | | 190 | 5ha 02a 50ca | 4ha 71a 60ca |
| | | Superficie totale : | | 19ha 47a 01ca |
| | | | | 17ha 73a 38ca |

Le plan réglementaire précisant le périmètre autorisé des installations est donné en annexe 1 du présent arrêté. Les parcelles cadastrales concernées sont détaillées en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 1.2.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières s'appliquent à l'exception de la distance d'éloignement entre la limite sud-ouest de la carrière au niveau de la parcelle CR190 et la carrière voisine qui jouxte directement en limite du périmètre autorisé défini à l'annexe 1. La zone limitrophe susmentionnée fait l'objet d'un protocole d'exploitation commun avec la carrière voisine.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier complet de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant, sauf à ce qu'il aurait de contraire aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 20 ans, remise en état des terrains du site incluse, à compter de la date de notification de l'arrêté n°2016-440/SG/DRCTCV en date du 29 mars 2016, soit jusqu'au 28 mars 2036.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet dans

les conditions prévues à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

Le démarrage des installations de traitement des matériaux n'est autorisé qu'à compter de la cessation des activités de la carrière voisine conformément aux mesures d'évitement relatives au cumul des impacts proposées dans son dossier de demande susvisé

CHAPITRE 1.5 CONDITIONS PRÉALABLES AU DÉBUT DE L'EXPLOITATION

Préalablement à la mise en service de l'exploitation, l'exploitant transmet les justificatifs des opérations mentionnées aux articles 1.6.3 (garanties financières), 4.3.1 (hydrogéologue), 8.1.2 (diagnostic agronomique), 8.1.3 (plan de bornage) 8.2.8 (plans de l'exploitation), 8.2.4 (géotechnicien), 9.1 (programme d'autosurveillance) du présent arrêté.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1 OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières sont mises en œuvre, renouvelées, actualisées et révisées par l'exploitant en application des dispositions du présent arrêté et des articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 ci-dessus.

ARTICLE 1.6.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières à constituer, défini ci-après toutes taxes comprises, correspond à l'ensemble des surfaces qui n'ont pas fait l'objet d'une levée d'obligation telle que prévue par l'article 1.6.8 du présent acte.

Les montants de garantie à constituer pour chacune des phases d'exploitation est de :

| | Carrière en cours d'exploitation | | | extension | |
|------------|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| | n°1 | n°2 | n°3 | n°4 | n°5 |
| phase | 1 & 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Montant GF | 337 727,00 € | 398 722,00 € | 161 551,00 € | 475 848,00 € | 1 417 578,00 € |

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières est celui d'août 2022 paru au journal officiel le 15 octobre 2022 à savoir **128,9**.

ARTICLE 1.6.3 ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans les 3 mois avant le début de l'exploitation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.4 RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3 ; lors du renouvellement, le montant des garanties financières est actualisé et éventuellement révisé dans les conditions fixées à l'article 1.6.6 ci-après.

ARTICLE 1.6.5 ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.6.6 RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de chaque renouvellement de ces garanties pour tenir compte de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.7.1 du présent arrêté conduisant à une modification du montant de ces garanties.

En particulier, la remise en état anticipée d'une partie d'exploitation pourra faire l'objet, sur demande de l'exploitant, d'une révision du montant des garanties financières. La remise en état devra être conduite conformément aux dispositions du 8.3 du présent arrêté.

Cette remise en état, pour donner lieu à une modification du montant des garanties financières, devra faire l'objet d'une cessation d'activité sur les surfaces concernées ; cette cessation est réalisée telle que prévue à l'article 1.6.9 ci-après.

ARTICLE 1.6.7 ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code.

ARTICLE 1.6.8 APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de disparition juridique, de défaillance de l'exploitant, ou de non-respect par l'exploitant des prescriptions fixées par le présent arrêté, le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.9 LEVÉE DES OBLIGATIONS DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières dans les conditions prévues aux articles R. 516-5 et R. 516-6 du code de l'environnement..

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512.39-1 à R.512.39-3 par l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.7.1 PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, dans les conditions définies par l'article

ARTICLE 1.7.2 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le transfert de l'autorisation environnementale faisant l'objet du présent arrêté est réalisé dans les conditions définies par l'article R.516-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.7.3 CESSATION D'ACTIVITÉ – USAGE FUTUR

L'usage futur du site à prendre en compte pour la remise en état est un usage compatible avec les documents d'urbanisme applicables au moment de l'obtention de la présente autorisation d'exploiter, à savoir **un usage agricole**.

Lorsque l'installation classée objet du présent arrêté est, en partie ou en totalité, mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt dans les conditions prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

En outre, l'exploitant procède à la réhabilitation ou remise en état en plaçant le ou les terrains d'assiette concernés par ses installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant un usage futur du site tel que déterminé au premier alinéa du présent article, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75.

Dans le cas d'une cessation partielle avec restitution des terres remises en état à l'activité agricole, l'exploitant transmet également les mesures mises en œuvre pour permettre à l'exploitant agricole d'accéder aux terrains libérés et de sécuriser lesdits terrains vis-à-vis des zones d'extraction et de traitement ainsi que des voies de circulation de la carrière en activité.

Pour chaque procédure de cessation (partielle ou totale), une étude est réalisée par un agronome justifiant de l'amélioration de la qualité de la sole agricole par rapport à l'état initial avant la remise en culture. Un bilan global est transmis dans le cadre de la cessation définitive de l'activité et de la remise en état de l'installation.

CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après :

| Dates | Textes |
|----------|--|
| 27/12/18 | Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses. |
| 31/07/12 | Arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement |
| 31/05/12 | Arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines |
| 29/02/12 | Arrêté du 29/02/12 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement |
| 04/10/10 | Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de |

| Dates | Textes |
|----------|--|
| | l'environnement soumises à autorisation. |
| 19/04/10 | Arrêté ministériel du 19 avril 2010 modifié, relatif à la gestion des déchets des industries extractives. |
| 31/01/08 | Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. |
| 09/02/04 | Arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. |
| 30/06/97 | Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " |
| 30/06/97 | Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " |
| 23/01/97 | Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. |
| 22/09/94 | Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières. |

CHAPITRE 1.9 AUTRES RÉGLEMENTATIONS ET LÉGISLATIONS, TGAP ET DROIT DES TIERS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, ainsi que des schémas, des plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés s'y rapportant.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du livre III du code minier relatif au régime légal des carrières et notamment les articles L.331-1 à L.352-3 ainsi que son livre VI relatif aux dispositions spécifiques aux départements d'Outre-Mer.

L'exploitant est assujetti à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en application des articles 266 sexies et suivants du Code des douanes.

L'exploitant est assujetti à la redevance d'archéologie préventive pour les superficies autorisées indiquées à l'article 1.2.4 du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 - GESTION DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE 2.1 GÉNÉRALITÉS ET CONTRÔLES

ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques avec une réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de poussières, matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;
- prévenir les incidents et accidents, qui concernent son exploitation, susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et en limiter les impacts. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques dans les situations d'exploitation normales, transitoires ou dégradées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées du nom de la personne physique chargée du suivi des dispositions environnementales sur le site d'exploitation.

ARTICLE 2.1.2 CONTRÔLES MÉTROLOGIQUES

Les quantités de matériaux entrants et sortants du site d'exploitation sont contrôlées par la mise en place d'un ou plusieurs dispositifs de pesées équipés d'instrument de mesure à précision commerciale, à fonctionnement automatique, et en conformité avec la réglementation en matière d'instrument de mesure.

ARTICLE 2.1.3 CONTRÔLE PAR UN ORGANISME TIERS

À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant fait réaliser, par un organisme tiers compétent, des mesures pour s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de topographie, de rejets atmosphériques, de retombées de poussières, de nuisances acoustiques, de suivi de nappe phréatique et de contrôle qualité du remblaiement.

Les frais occasionnés par de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.2 INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT PENDANT L'EXPLOITATION

ARTICLE 2.2.1 PROPRETÉ

Les installations et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, terres et déchets.

ARTICLE 2.2.2 INTÉGRATION PAYSAGÈRE

L'exploitant limite au maximum l'impact visuel des installations et prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.

Un talus de protection, d'une hauteur de 3,00 mètres, est mis en place par l'exploitant en bordure du périmètre d'autorisation, conformément aux mesures prévues dans le dossier déposé susvisé. Ce talus est réalisé avec les terres de découverte.

Les talus ainsi que les abords de l'installation, placés sous la responsabilité de l'exploitant, sont végétalisés (engazonnement, plantations) afin de prévenir le développement d'espèces invasives. Ces espaces végétalisés sont maintenus propres et entretenus régulièrement.

ARTICLE 2.2.3 PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

En cas de découvertes archéologiques lors des travaux de décapages ou d'extraction, leur traitement relève des dispositions législatives du code du patrimoine précitées, et notamment des articles L.531-14 à L.531-16 relatifs aux découvertes fortuites.

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la fin des recherches sur site.

ARTICLE 2.2.4 LUTTE ANTI-VECTORIELLE

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes nuisibles, notamment de moustiques, et de rongeurs, notamment de rats, vecteurs de pathologies pour les humains ou les animaux domestiques.

Toutes les mesures doivent être prises, dans le cadre des dispositions prévues par le plan de lutte contre la dengue et le chikungunya, pour éviter la constitution de gîtes larvaires, notamment en limitant la stagnation des eaux.

À cet effet, la démoustication est effectuée en tant que de besoin ou sur demande de l'autorité en charge de la santé, dans le respect de l'environnement.

Ces mesures sont prises en accord avec les recommandations de l'agence régionale de santé (ARS) en la matière et sont décrites aux consignes d'exploitation.

L'exploitant précise dans son compte-rendu annuel d'autosurveillance, les réalisations et suivis effectués en matière de lutte anti-vectorielle.

ARTICLE 2.2.5 LUTTE CONTRE LES ESPÈCES INVASIVES

Avant le début d'exploitation, l'exploitant établit un plan de gestion des espèces exotiques envahissantes. Celui-ci définit les espèces prioritaires à éradiquer et les moyens de lutte. Ce plan de gestion est établi par un ingénieur-écologue en charge du suivi écologique. Ce plan est intégré aux consignes d'exploitation du site et comporte a minima les éléments suivants :

- éviter tout apport de terres extérieures au site, en dehors des terres de terrassement et terres végétales utilisées pour la remise en état de la carrière ;
- procéder aux opérations de défrichements en dehors des périodes de dissémination des graines des espèces exotiques envahissantes ;
- gérer et éliminer les déchets verts, issus des défrichements préalables, en les exportant dans les filières adaptées ;
- réaliser une végétalisation rapide des terres mises à nu suite aux défrichements et terrassements.

Ce plan comporte une procédure de surveillance et de détection précoce, avant qu'elles ne se répandent, des espèces invasives notamment végétales. Ces espèces invasives sont répertoriées dans le cadre de la démarche DAUPI sur le site <http://www.especesinvasives.re/>.

En cas de détection d'espèce invasive, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin

de prévenir la propagation de la ou des espèces incriminées, soit par éradication mécanique, soit par confinement. Cette procédure de surveillance est intégrée aux consignes d'exploitation.

L'exploitant précise dans son compte-rendu annuel d'autosurveillance, les réalisations et suivis effectués en matière de lutte anti-vectorielle et vis-à-vis des espèces invasives.

CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU, INCIDENT, ACCIDENT

ARTICLE 2.3.1 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

ARTICLE 2.3.2 INCIDENT OU ACCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au préfet et à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant est également tenu de déclarer tout acte de malveillance pouvant porter atteinte à la sécurité de l'installation ou aux intérêts susmentionnés.

Un rapport d'accident ou un rapport d'incident, comportant à minima les éléments prévus à l'article R.512-69 du Code de l'environnement, est transmis, sous un délai maximal de 15 jours à partir de la date de survenue de l'accident, à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Ce rapport peut, si nécessaire, être soumis à tierce expertise.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur en charge de la police des carrières n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

CHAPITRE 2.4 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.4.1 DOSSIER DE L'EXPLOITATION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier complet de demande d'autorisation environnementale ;
- les plans tenus à jour, y compris le plan des réseaux existants tels que définis au 8.2.8 ;
- les actes administratifs liés à l'exploitation dont le présent arrêté ;
- le programme d'auto-surveillance, défini conformément aux dispositions du titre 9 du présent acte, ainsi que les consignes d'exploitation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données et qu'elles soient accessibles sur site par l'inspection.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site de l'exploitation.

ARTICLE 2.4.2 BILAN ANNUEL

L'exploitant, déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, les volumes d'eau rejetée, prélevée ou consommée ainsi que les rejets et transferts hors du site, selon les seuils fixés au même arrêté et ses annexes.

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est renseignée pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

Par ailleurs, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 1^{er} mars de l'année N+1, un bilan d'activité de l'année N. Ce bilan précise notamment les éléments suivants :

- les tonnages et volumes de matériaux extraits ;
- les aménagements faits et prévus dans le cadre de l'exploitation et de la remise en état ;
- le plan topographique des installations mis à jour avec les indications de phasage et de remise en état ;
- l'état d'avancement de l'exploitation (phasage, remise en état...) ;
- le compte rendu des réalisations, constats, mesures, suivis et autres actions réalisés dans le cadre du programme d'auto-surveillance ;
- le bilan annuel du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales externes ;
- l'état de la situation des garanties financières avec notamment le justificatif de constitution de celles-ci en cours de validité ;
- le rappel des incidents ou accidents survenus sur le site.

ARTICLE 2.4.3 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

| Thème | Documents à transmettre | Périodicités / échéances | Référence |
|------------------------------|---|--|-----------|
| Garanties Financières | Attestation de constitution des garanties financières | Dans le délai de 3 mois avant le début de l'exploitation d'une phase | 1.6.3 |
| | Renouvellement des garanties financières | 3 mois avant la fin de la période précédente | 1.6.4 |
| | Actualisation des garanties financières | Tous les 5 ans ou en cas de variation >15% de l'indice TP01 | 1.6.5 |
| | Révision des garanties financières | En cas de modification d'exploitation | 1.6.6 |
| Sol | Diagnostic agronomique | Avant le début d'exploitation | 8.1.2 |
| | | Après la remise en état | 1.7.3 |

| Thème | Documents à transmettre | Périodicités / échéances | Référence |
|--------------------------------------|---|---|-----------|
| Cessation d'activité, remise en état | Notification de la cessation d'activité et documents associés | 6 mois avant la fin de l'exploitation de la carrière | 1.7.3 |
| Périmètre de l'autorisation | Plan de bornage, plan réglementaire et plans de phasage | Avant le début de l'exploitation | 8.1.3 |
| Accident, incident | Déclaration d'accident ou d'incident | Immédiatement | 2.3.2 |
| | Rapport d'accident ou d'incident | 15 jours après l'événement | 2.3.2 |
| | Acte de malveillance | Immédiatement | 2.3.2 |
| Suivi Auto-surveillance | Bilan annuel | Avant le 1 ^{er} mars de l'année n+1 puis avant le 30 mars de l'année n+1 sur le site internet « GERP » | 2.4.2 |
| | Programme d'auto-surveillance | Avant le début d'exploitation et à chaque mise à jour | 9.1 |
| | Non respect de seuils réglementaires | Information immédiate à l'inspection des installations classées | 9.1.8 |
| Déchet | Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées | Avant le début d'exploitation puis actualisé tous les 5 ans | 5.2.1 |
| Eaux souterraines | programme de surveillance des eaux souterraines | Avant le début de l'exploitation | 4.3.1 |

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions de poussières.

Les véhicules et engins de chantier sont conformes à la réglementation en vigueur concernant les gaz d'échappement.

Le brûlage à l'air libre est interdit, de même que l'incinération de déchets, à l'exception des déchets verts issus de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes prévue au 2.2.5 en application de l'article L.541-21-1 du code de l'environnement.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les dispositions prises pour limiter la pollution atmosphérique et les contrôles à effectuer en la matière.

CHAPITRE 3.2 RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

ARTICLE 3.2.1 PISTES

Les pistes de circulation internes et externes à la carrière doivent être aménagées et

régulièrement entretenues afin de limiter les envols de poussières.

L'exploitant prend toute mesure utile pour limiter la vitesse des véhicules et engins sur le site de la carrière qui est limitée à 20 km/h maximum.

ARTICLE 3.2.2 ARROSAGE

Afin de limiter les envols de poussière, les pistes, les zones de l'exploitation susceptibles de produire de la poussière, les périmètres des zones d'extractions et les installations connexes de traitement et de stockage sont équipés de dispositifs d'arrosage avec asperseurs et/ou canons brumisateurs mobiles, ou tout autre moyen d'efficacité équivalente.

En cas d'indisponibilité de l'alimentation en eau ou d'absence de mise en place des asperseurs, un camion citerne arrose les pistes deux fois par jour minimum par temps sec.

Les quantités prélevées par ces dispositifs sont portées au registre mentionné au chapitre 4.1.

L'exploitant veille à optimiser l'efficacité de son réseau avec pour objectifs la réduction des poussières et l'économie d'eau, et ce en lien avec les résultats des campagnes de retombées de poussières mises en œuvre conformément à l'article 3.2.5.

ARTICLE 3.2.3 TRAITEMENT DES MATÉRIAUX ET TRANSIT

Le stockage, le traitement, et le transvasement des matériaux sont munies de dispositifs permettant de réduire au maximum les envols de poussières, en particulier :

- les installations de traitement ainsi que les équipements de transport associés (alimentation et évacuation des matériaux), sont munis en tant que de besoin de capotages et/ou d'un système d'humidification ;
- les stockages de matériaux les plus fins sont bâchés ou humidifiés afin de limiter les envols par temps sec.

ARTICLE 3.2.4 VOIRIE PUBLIQUE

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

L'exploitant aménage un dispositif de lavage de roues, disposé de façon à limiter le transport des boues au niveau des roues des camions et les envols de poussières.

Les camions transportant des matériaux dont la granulométrie présente une fraction inférieure ou égale à 5 mm doivent être bâchés ou humidifiés.

ARTICLE 3.2.5 CONTRÔLE ET VALEURS LIMITES DE REJET

Le suivi des retombées est assuré par jauges, par un organisme compétent. Ces contrôles sont menés selon la norme NFX43-014, ou toute autre norme en vigueur s'y substituant.

Le programme de suivi des retombées atmosphériques s'appuie a minima sur les points de mesures repérés à l'annexe 6, validés par l'organisme compétent en charge du suivi et mis à jour en fonction des dispositions de l'article 9.1.2 du présent arrêté.

Les mesures sont réalisées tous les 3 mois, avec un relevé des retombées de poussières accumulées sur une durée de 30 jours consécutifs +/- 3 jours.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Le seuil à ne pas dépasser est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour

chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement du seuil de 500 mg/m²/jour défini supra, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives, sauf justification d'une situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 2.4.2.

En cas de dépassement du seuil de 1000 mg/m²/jour au cours d'un relevé des retombées de poussières accumulées sur une durée de 30 jours consécutifs, l'exploitant informe l'inspection et transmet en complément des dispositions précédentes, dans un délai de 15 jours, un rapport d'analyse comprenant a minima les causes, les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement et les mesures prises pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à terme

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats obtenus (retombées atmosphériques totales) sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m²/jour, la fréquence de mesures deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède cette même valeur et sauf situation exceptionnelle justifiée qui sera tracée dans le bilan annuel prévu à l'article 2.4.2 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Sur la base des résultats des campagnes de mesure des retombées de poussières réalisée en phase d'exploitation, l'exploitant vérifie l'adéquation des valeurs prises dans l'étude des risques sanitaires, qu'il a mis en œuvre dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale déposée et lesdits résultats obtenus.

Il informe l'inspection des résultats de son analyse et met en œuvre, au besoin, les mesures nécessaires permettant de réduire les émissions de poussières et de respecter le seuil d'émission susmentionné.

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures implantée sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

L'exploitant est autorisé à prélever 25 000 m³ maximum par an pour ses besoins d'arrosage et d'alimentation de ses installations de traitement pour l'abattage des poussières.

Le dispositif d'arrosage, nécessaire pour limiter l'envol des poussières, est alimenté à partir du réseau d'irrigation de la SAPHIR pour lequel l'exploitant a obtenu l'autorisation du gestionnaire du réseau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Une copie de ces résultats est adressée à l'inspection des installations classées dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 2.4.2 du présent arrêté.

Le suivi et l'entretien du réseau d'arrosage sont précisés dans les consignes d'exploitation. L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE ET REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

ARTICLE 4.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitation est aménagée pour empêcher les eaux de ruissellement extérieures au site d'atteindre la zone d'extraction. Les ouvrages de collecte et de traitement des effluents et des eaux pluviales sont représentés sur des plans tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rejets non visés par le présent arrêté, directs ou indirects, d'effluents dans les eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Les eaux de ruissellement des zones en cours d'extraction sont gérées de manière à éviter tout rejet à l'extérieur du site.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.2.2 CONCEPTION ET GESTION DES OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

L'exploitant est en mesure de distinguer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment au niveau de l'aire de stationnement et de ravitaillement des engins et véhicules.

ARTICLE 4.2.3 GESTION DES EAUX PLUVIALES EXTERNES

Les aménagements de gestion des eaux de ruissellement extérieures du bassin versant Amont et de la ZAC Hoareau sont réalisés conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant.

L'exploitant fait un bilan annuel du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages concernés. Le bilan comprend notamment une analyse de l'adéquation des ouvrages avec l'intensité des épisodes pluvieux ainsi que les éventuels travaux d'amélioration nécessaires.

ARTICLE 4.2.4 GESTION DES EAUX PLUVIALES INTERNES

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des substances polluantes, telles que des hydrocarbures, sont infiltrées naturellement.

Les précipitations sur l'aire étanche dédiée aux petits entretiens et ravitaillements en carburant transitent par un séparateur à hydrocarbures avant leur rejet au milieu. Celui-ci est vidangé périodiquement par une entreprise spécialisée, au minimum 1 fois par an, et ce, juste avant le début de la saison cyclonique, et autant de fois que cela s'avère nécessaire notamment lorsque le volume des boues atteint les 2/3 de la hauteur utile de l'équipement.

La conception et la performance de cette installation de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elle est entretenue, exploitée et surveillée de manière à réduire au minimum les durées

d'indisponibilité.

L'entretien de ce dispositif est réalisé par une entreprise spécialisée dûment autorisée pour le transit des déchets dangereux. L'évacuation de ces déchets est rapportée sur le registre mentionné à l'article 5.1.3.

Les consignes d'exploitation indiquent les modalités de gestion de ces ouvrages et leurs fréquences d'entretien.

ARTICLE 4.2.5 REJETS

La zone de stationnement et de ravitaillement des engins et véhicules est une plateforme étanche adaptée à la récupération des fuites et égouttures potentielles desdits engins. Elle est associée à une rétention permettant de recueillir tout déversement accidentel.

| | Rejet séparateur hydrocarbures de la plateforme étanche | Rejet du bassin de décantation infiltration | Rejet du fossé diffuseur du bassin de décantation |
|-------------------------------------|---|--|--|
| Coordonnées GPS (UTM40S La Réunion) | X=336 659,1 m Y=7 642 127,7 m | X=336 658,0 m Y=7 642 193,3 m | X=336 570,8 m Y=7 642 150,2 m |
| | Eaux de ruissellement de la plateforme étanche | Eaux de ruissellement issues de la zone des installations connexes | Eaux de ruissellement issues de la zone des installations connexes |
| Type d'exutoire | Infiltration au milieu naturel | Infiltration au milieu naturel | Infiltration au milieu naturel |
| Traitement avant rejet | Séparateur hydrocarbures | décantation | décantation |

Tout rejet dans le milieu naturel fait l'objet, d'un traitement et d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées. Chaque point de rejet au milieu naturel est équipé d'un ouvrage permettant de mesurer les paramètres à contrôler et d'un dispositif de prélèvement.

ARTICLE 4.2.6 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX

Les effluents rejetés doivent être exempts de matières flottantes, de produits dangereux.

Les eaux rejetées au milieu naturel, dans la zone d'extraction ou hors de cette zone doivent respecter, après traitement, les paramètres ci après :

- Température < 30°C ou température du milieu récepteur ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/l de Pt (platine), valeur mesurée seulement en cas de milieu récepteur en eau ;
- Matières en suspension (MES) < 35 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l ;
- DCO < 125 mg/l.

Aucun résultat d'analyse issu d'un prélèvement instantané, réalisé en cas d'accident ou situation exceptionnelle, ne doit dépasser le double de ces valeurs.

Les prélèvements et les analyses sont effectués par un organisme agréé ou accrédité spécialisé dans le respect des recommandations des normes en vigueur.

Ces modalités sont définies pour assurer au minimum 1 campagne d'analyses par an, notamment en période de pluies importantes.

Les dépassements de seuils font l'objet d'une information à l'inspection des installations

classées, accompagnée de la transmission des résultats de mesures et d'un rapport dans les formes prévues à l'article 2.3.2.

CHAPITRE 4.3 SURVEILLANCE ET PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

ARTICLE 4.3.1 SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant désigne un hydrogéologue chargé du suivi de la surveillance des eaux souterraines et informe l'inspection des installations classées du nom, des qualités de la personne physique désignée, et des missions confiées.

L'exploitant établit, en collaboration avec l'hydrogéologue désigné, un plan de surveillance des eaux souterraines au droit du site. Les modalités prises pour l'auto-surveillance de la nappe d'eaux souterraines s'appuient sur les résultats des études hydrogéologiques sur le secteur et présentées dans le dossier de demande d'autorisation.

Le programme d'auto-surveillance définit précisément les conditions de suivi vis-à-vis de la hauteur de nappe ; un modèle de tableau pour le suivi est établi qui rappelle l'ensemble des contraintes et seuils à respecter et un logigramme d'aide à la décision sur les suites à donner à la mesure effectuée. Le suivi de la hauteur de nappe fait l'objet d'une représentation graphique.

Le programme définit les modalités mises en place pour assurer le suivi de la qualité de la nappe.

L'exploitant établit l'inventaire des ouvrages utilisés dans le cadre de ce suivi.

Les conclusions de la mission de l'hydrogéologue et le plan de surveillance associé sont transmis à l'inspection avant le début de l'exploitation des phases 5 et 6.

ARTICLE 4.3.2 OUVRAGE DE SURVEILLANCE - PIÉZOMÈTRES

L'exploitant met en place le réseau de surveillance des eaux souterraines, conformément au plan de surveillance des eaux souterraines réalisée par l'hydrogéologue désigné.

Le réseau est composé a minima d'un piézomètre amont et d'un piézomètre aval. En cas de détection de pollution dans le cadre de la surveillance mise en place, un autre piézomètre aval est ajouté audit réseau afin de confirmer ou non l'impact du site sur la qualité des eaux souterraines.

Au vu des résultats des premières mesures piézométriques prévues à l'article 4.3.3, le réseau est si nécessaire modifié sur la base des préconisations résultant d'une étude hydrogéologique adaptée. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'après validation par un hydrogéologue compétent et information de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages de surveillance sont réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD X 31-614 d'octobre 1999 et ses mises à jour. Lors de la réalisation des ouvrages, toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

Les ouvrages souterrains de plus de 10 mètres de profondeur doivent être déclarés sur le portail de télédéclaration DUPLOS (Déclaration Unifiée pour les Ouvrages Souterrains) au titre de l'article L. 411-1 du nouveau code minier, préalablement à leur réalisation.

Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance, et les protéger pendant toutes les phases d'exploitation et de réhabilitation du site ainsi que postérieurement à celles-ci, afin de garantir des séries de mesures complètes.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords.

ARTICLE 4.3.3 SUIVI HYDROGÉOLOGIQUE

Le plan de surveillance mis en place dans le cadre de la surveillance hydrogéologique prescrite à l'article 4.3.1 doit comprendre notamment :

- Une mesure des niveaux piézométriques du site réalisée **trimestriellement**, sur l'ensemble des piézomètres et à chaque campagne de prélèvement : elle est reportée graphiquement pour évaluer la présence d'une ou plusieurs nappes, les modifications éventuelles du sens des écoulements, et adapter si nécessaire les caractéristiques du réseau de surveillance. Elle doit se faire sur des points nivelés, rattachés au nivellement général de La Réunion (NGR).
- Des prélèvements d'eau et des analyses réalisés avant le démarrage de l'exploitation puis trimestriellement.

La campagne de mesures de la qualité des eaux souterraines porte a minima sur les paramètres suivants :

- niveau piézométrique ;
- pH
- conductivité, potentiel redox
- sulfates ; fluorures ;
- Acrylamide ;
- Baryum ; Chrome total ;
- métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Cd+Hg+As+Zn+Se) ;
- hydrocarbures totaux ;
- HAP ; BTEX.

Les analyses sont réalisées jusqu'à la mise à l'arrêt définitif effective faisant suite à la notification réalisée au titre du chapitre 1.6.

La liste des paramètres peut être adaptée, ainsi que la fréquence des prélèvements, sur la base d'un bilan des résultats des analyses, et après accord de l'inspection des installations classées, après un an de mesures réalisées sur une même fréquence.

Les prélèvements d'échantillons sont réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD X31-615 de décembre 2000 ou toute autre norme en vigueur s'y substituant.

ARTICLE 4.3.4 POLLUTION DES EAUX SOUTERRAINES OBSERVÉE

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations ou travaux, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit, en tant que de besoin, entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 4.3.5 ABANDON D'UN OUVRAGE

Est considéré comme abandonné tout ouvrage dont l'exploitant est responsable et pour lequel il ne souhaite pas poursuivre l'exploitation. L'abandon de l'ouvrage est signalé à l'inspection des installations classées en vue de mesures de mise en sécurité et/ou de comblement.

Sauf avis contraire de l'inspection des installations classées, tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées et ce, conformément aux recommandations de la norme NF X10-999 d'août 2014 ou toute autre norme en vigueur s'y substituant.

Un rapport de travaux est adressé au préfet **dans un délai de deux mois** suivant la fin des travaux de comblement, avec les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués et sa localisation (coordonnées x,y – UTM40 Sud RGR92).

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'EXPLOITATION

ARTICLE 5.1.1 PRINCIPES DE GESTION

Tous les déchets produits par l'exploitation qui n'entrent pas dans la catégorie des déchets d'extraction inertes et qui ne peuvent être réutilisés sur le site, notamment pour le remblaiement sont triés et évacués dans des filières dûment autorisées.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits, et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les consignes d'exploitation décrivent clairement les modalités de gestion des déchets mises en place pour répondre aux prescriptions du présent titre.

ARTICLE 5.1.2 STOCKAGE, SÉPARATION, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage sur site des déchets à évacuer est limité à 1 benne ou 1 contenant par type de déchets. L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.3 REGISTRE ET BORDEREAU DE SUIVI

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre comporte l'ensemble des informations prévues par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION & DÉCHETS ENTRANTS

ARTICLE 5.2.1 PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

Les terres de découverte, les stériles et les résidus inertes issus du traitement des matériaux extraits de la carrière sont considérés comme des déchets inertes et des terres non polluées, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

L'exploitant établit avant le début d'exploitation, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

Les déchets verts issus des opérations préalables à l'extraction ne contenant pas d'espèces exotiques envahissantes peuvent être broyés sur site en vue d'une utilisation en paillage sur les plantations déjà remise en état ou utilisés comme amendement à la terre végétale décapée. Les éléments qui ne peuvent être broyés sont évacués du site et envoyés dans une installation dûment autorisée à les recevoir. Les espèces exotiques envahissantes sont entreposées à part et envoyées vers une filière de traitement adaptée ou brûlées sur place comme précisé à l'article 3.1 du présent acte.

Le plan de gestion est transmis au préfet avant le début de l'exploitation ; il est révisé tous les 5 ans et dans le cas de modifications apportées aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification des éléments du plan de gestion.

ARTICLE 5.2.2 DÉCHETS ENTRANT AUTORISÉS

Les déchets entrants autorisés sont uniquement destinés au réaménagement de la carrière, dans le cadre de la remise en état, tel que défini au chapitre 8.3 du présent arrêté. Ces déchets sont classés non dangereux selon les dispositions de l'article R.541-9 du code de l'environnement. Les seuls déchets acceptés sont donnés ci-après :

| CODE ⁽¹⁾ LISTE DES DÉCHETS | DESCRIPTION | RESTRICTIONS |
|---|---|---------------------|
| 01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères | Déchets solides ou semi solides et déchets en suspension dans l'eau, issus de la découverte (hors terres non polluées) et de l'exploitation du gisement | néant |
| 01 04 08 : Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Déchets solides issus de l'extraction, ou d'un traitement mécanique postérieur à celle-ci, incluant des fragments grossiers des matériaux extraits (scalpage primaire des | néant |

| | | |
|---|---|---|
| | installations de premier traitement | |
| 01 04 09 :Déchets de sable et d'argile | Déchets solides ou semi-solides comprenant des fragments grossiers de sableux ou argileux des matériaux extraits qui peuvent s'être formés pendant les opérations de traitement (stériles de découverte, de niveaux intermédiaires ou intercalaires ou matériaux de scalpage, criblage) | néant |
| 01 04 12 : Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11 | Déchets comprenant des éléments fins en suspension dans l'eau : fines de débouillage, produits de décantation naturelle ou avec ajout de flocculants | Sauf dans le cas de drainage acide révélés par une augmentation de la conductivité de l'eau (> 500 µS/cm) alliée à une baisse du pH (< 5,5) |
| 01 04 13 : Déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 | Déchets solides issus de l'extraction, incluant des fragments grossiers des matériaux extraits (extraction mécanique par sciage classique ou diamanté, perforation-explosion ou découpe jet d'eau) | néant |
| 17 01 01 : Déchets de construction et de démolition | Bétons | Uniquement déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ⁽²⁾ . |
| 17 01 02 : Déchets de construction et de démolition | Briques | Uniquement déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ⁽²⁾ . |
| 17 01 03 : Déchets de construction et de démolition | Tuiles et céramiques | Uniquement déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ⁽²⁾ . |
| 17 01 07 : Déchets de construction et de démolition | Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques | Uniquement déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ⁽²⁾ . |
| 17 05 04 : Déchets de construction et de démolition | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse | A l'exclusion des terres et pierres provenant de sites contaminés. |
| 20 02 02 : Déchets municipaux | Terres et pierres | Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs |

(1) selon la décision n° 2014/955/UE du 18/12/14 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets

(2) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant, même en faible quantité, d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., sont interdits dans l'installation.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres

déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission.

ARTICLE 5.2.3 MODALITÉS D'ACCEPTATION DES DÉCHETS ENTRANTS

L'exploitant met en place une procédure de contrôle des déchets entrant incluant notamment :

- le nom et les coordonnées du producteur du déchet et, le cas échéant, le numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine du déchet ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant dans la décision n° 2014/955/UE du 18/12/14 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- un contrôle visuel des déchets à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- la délivrance d'un accusé d'acceptation au producteur des déchets en cas d'acceptation des déchets.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

Pour tous les déchets qui entrent dans la liste de déchets, précisée à l'article précédent, l'exploitant vérifie que ces matériaux ont fait l'objet d'un tri préalable, et qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés.

S'agissant des boues issues du lavage des matériaux de carrières, et s'il y a eu utilisation de flocculants, celles-ci font l'objet d'une vérification du taux d'acrylamide, en considérant qu'un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide sera jugé acceptable. Cette analyse précisera les flocculants et coagulants utilisés dans le processus de traitement des boues.

L'exploitant tient un dossier sur les déchets entrants lequel regroupe les documents d'acceptation définis ci-avant et un récapitulatif annuel des quantités livrées établi selon le producteur et le code déchet.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins cinq ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.2.4 REGISTRE D'ADMISSION DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné à l'article 5.2.3, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, code défini à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant 10 ans et est tenu à la disposition de l'inspection des

installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES

CHAPITRE 6.1 ÉMISSIONS SONORES

ARTICLE 6.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable aux installations.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent respecter les dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et des textes pris pour leur application).

ARTICLE 6.1.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.1.2.1 PRINCIPES

Hors du site d'exploitation, les niveaux acoustiques doivent répondre simultanément aux 2 critères suivants : garantir le respect des valeurs d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER) ; être inférieur en limite de propriété à 70 dB(A) pour la période de jour et à 60 dB(A) pour la période de nuit.

Les points de mesures présentés en annexe 5, sont au nombre de 8 répartis notamment au niveau des zones à émergences réglementées (ZER).

Les points dénommés ZER sont considérés comme des points en zone d'émergence réglementée selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées.

Tout déplacement d'une machine de traitement des matériaux dans le périmètre de l'installation nécessitera la réalisation systématique d'une campagne de mesure des émissions sonores après adaptation des points de mesures à la nouvelle implantation pour contrôler l'absence de nuisances supplémentaires et s'assurer de son respect des seuils réglementaires

Les dépassements mesurés font l'objet d'une transmission immédiate à l'inspection des installations classées . L'ensemble des procès-verbaux d'essais sont transmis dans le cadre du compte-rendu d'auto-surveillance mentionné au titre 9.

ARTICLE 6.1.2.2 VALEUR LIMITE D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les ZER.

| Niveau de bruit ambiant dans les ZER (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, sauf dimanches et jours fériés |
|---|---|---|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

ARTICLE 6.1.2.3 MESURES DE RÉDUCTION

L'exploitant met en œuvre les mesures proposées dans son dossier de demande susvisé, notamment :

- la mise en place de l'écran acoustique en limite de propriété Sud-Ouest avant le démarrage de l'exploitation des installations de premier traitement ;
- la mise en service des installations de premier traitement après la fin d'exploitation de la carrière voisine, pour éviter le cumul des nuisances sonores ;

ou toutes autres dispositions équivalentes en matière de réduction des émissions de bruit, permettant d'atteindre les objectifs réglementaires fixés supra.

CHAPITRE 6.2 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Les installations respectent les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

Notamment, les sources lumineuses sont limitées au strict minimum nécessaire pour le fonctionnement et la sécurité des installations et des travailleurs. Leurs caractéristiques techniques, leurs emplacements et leurs orientations sont définis de façon à ne pas nuire à la faune indigène nocturne, notamment l'avifaune marine et les chiroptères. Notamment, les dispositifs d'éclairage sont établis en intégrant les recommandations de personnes compétentes dans le domaine de l'ornithologie de La Réunion.

Les dispositions prises en la matière sont intégrées aux consignes d'exploitation.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 7.1.1 PRÉVENTION ET LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents, qui concernent son exploitation, susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques dans les situations d'exploitation normales, transitoires ou dégradées.

ARTICLE 7.1.2 DIRECTEUR TECHNIQUE, CONSIGNES, PRÉVENTION,

L'exploitation se fait sous la surveillance d'un directeur technique nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance des risques inhérents aux installations.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation

normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes d'exploitation précisent les conditions de vérification du bon état des éléments d'information du public, de bornage, de clôture, des dispositifs de traitement et de surveillance.

Les consignes d'exploitation sont disponibles sur le site des installations et font l'objet d'une information régulière au personnel.

ARTICLE 71.3 RÉSEAUX EXISTANTS, DICT

L'exploitant respecte la réglementation en matière de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès des gestionnaires de réseaux conformément à la réglementation en vigueur, en particulier du code de l'environnement et du code du travail.

L'exploitant réalise à sa charge les ouvrages de protection liés à l'existence de réseaux et notamment les dalles bétons nécessaires pour protéger les canalisations des passages d'engins.

Tout ouvrage, réseau, équipement qui est démonté dans le cadre de l'exploitation fait l'objet d'un plan **avant enlèvement** qui précise les caractéristiques et emplacement de ces ouvrages.

Ces déclarations et les consignes données par les gestionnaires de réseaux sont précisées aux consignes d'exploitation.

ARTICLE 71.4 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé et ses compléments susvisés.

CHAPITRE 7.2 RISQUES NATURELS

ARTICLE 7.2.1 RISQUE CYCLONIQUE

Dès le déclenchement d'une alerte rouge cyclonique, le site est complètement évacué et les engins mis en sécurité sur les aires étanches du site ou sur une aire amovible étanche de stationnement en cas d'impossibilité d'atteindre lesdites aires dans les délais impartis.

CHAPITRE 7.3 RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 7.3.1 POLLUTIONS ACCIDENTELLES

L'installation dispose d'une aire de stationnement imperméabilisée pour les engins de chantier.

Le stationnement des engins à mobilité réduite (engins à chenille notamment), peut être situé hors de cette zone de stationnement fixe ; cette zone de stationnement complémentaire dispose alors d'un dispositif amovible étanche permettant de récupérer toute fuite de produits polluants et répondant aux exigences de l'aire étanche définie ci-après.

Le ravitaillement des engins non routiers est réalisé sur une aire étanche en béton, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant de collecter la totalité des eaux et les liquides accidentellement répandus.

Pour les engins à mobilité réduite (engins chenillés notamment), ces opérations peuvent être réalisées sur place. L'exploitant utilise pour cela un dispositif étanche amovible mis en

place sous l'engin avant le déroulement de l'opération de ravitaillement ou d'entretien puis enlevé après.

Ce dispositif étanche doit avoir une capacité au moins égale à celle du plus grand réservoir des engins concernés. Il est nettoyé de toute égoutture éventuelle après chaque opération à l'aide de matériaux absorbants toujours présents sur site.

Les produits récupérés en cas d'accident ou dans le cadre de l'entretien doivent être éliminés comme les déchets selon les prescriptions du titre 5.

Chaque engin à moteur de chantier présent sur le site est muni d'un kit de dépollution d'urgence. Les chauffeurs sont formés à son utilisation.

Les modalités prises pour respecter ces dispositions sont intégrées aux consignes d'exploitation et font l'objet d'une formation au personnel.

En outre, le site d'exploitation dispose de produits absorbants de type granulés normalisés et utilisés en particulier lors d'une pollution accidentelle de la zone étanche.

Les déchets produits par ces opérations sont gérés selon les modalités du titre 5.

ARTICLE 7.3.2 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation dispose notamment d'un moyen permettant d'alerter le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), des extincteurs adaptés aux risques mis à disposition en nombre suffisant sur le site au niveau de chaque véhicule, engins et locaux ainsi qu'un plan à jour du site permettant de faciliter les interventions et tenu à disposition des services de secours.

Ces moyens de lutte sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme tiers agréé. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des SDIS et de l'inspection des installations classées.

Les véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'incendie sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'EXPLOITATION ET LA REMISE EN ÉTAT

CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION

ARTICLE 8.1.1 INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant met en place un affichage tel que défini à l'article 4 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

Le danger est signalé par des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de la carrière et à proximité des zones clôturées ; au minimum un panneau danger est implanté tous les 150 mètres sur l'ensemble du périmètre autorisé de l'installation.

ARTICLE 8.1.2 DIAGNOSTIC AGRONOMIQUE

L'exploitant fait réaliser, par un agronome, un diagnostic agronomique des sols avant le début des travaux. L'agronome établit, avant le démarrage des travaux, un cahier des

charges, relatif au diagnostic agronomique, en prenant en compte les objectifs d'amélioration de la sole agricole envisagés dans le cadre de la remise en état (cf article 8.3.3). Ce diagnostic tient compte également des éléments demandés dans le cadre de la cessation d'activité (cf article 1.7.3).

L'exploitant fait réaliser un diagnostic agronomique des sols après remise en état, qu'il remet à l'inspection des installations classées accompagné de l'analyse d'un agronome expert notamment sur l'atteinte desdits objectifs évoqués supra.

ARTICLE 8.1.3 BORNAGE

L'exploitant est tenu de placer avant le début de l'exploitation, des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation de la carrière. L'implantation des bornes est établie par un géomètre diplômé par le gouvernement (DPLG), et fait l'objet d'un plan de bornage au 1/5000 ème minimum ; ce plan est transmis au préfet en 2 exemplaires.

Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 8.1.4 CLÔTURE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. Ce contrôle d'accès au site est assuré par une personne nommément désignée présente sur le site et en particulier à proximité des accès au site. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Les terrains sont clôturés efficacement en limite du périmètre de la phase en exploitation ; la clôture est d'une hauteur minimale de 2,00 m ; sur sa partie inférieure, d'environ 1 m, elle est de type grillagé à maille de dimensions maximales 10 x 10 cm.

Les accès sont sécurisés par des portails barreaudés verrouillables d'une hauteur minimale de 1,80 m et dont l'espacement entre barreaux est au maximum de 10 cm. Avec l'accord de l'inspection des installations classées, un autre modèle offrant des conditions de sécurité équivalentes pourra être mis en œuvre.

Les accès sont équipés d'un panneau d'information du public et d'un panneau de danger.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris en dehors des heures ouvrées.

Les dispositions prises en la matière sont précisées dans les consignes d'exploitation.

L'accès du site aux services de secours est garanti en permanence, y compris en dehors des heures ouvrables.

CHAPITRE 8.2 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 8.2.1 DÉFRICHEMENT, DÉCAPAGE

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Lors des opérations de débroussaillage, l'exploitant doit porter une attention particulière à la recherche de nids d'espèces protégées, qui seront, en cas de découverte, localisés et physiquement signalés.

L'exploitation doit prendre des précautions particulières au niveau de la gestion des déchets verts qui doivent être maintenus, à l'issue du débroussaillage, sur site au moins 4 à 5 jours.

En outre ses dépôts de déchets verts sont disposés à proximité des zones végétalisées afin de laisser le temps aux reptiles éventuellement présents de se déplacer.

Les déchets verts issus des opérations de défrichement préalables à l'extraction sont traitées conformément aux dispositions du 5.2.1.

ARTICLE 8.2.2 MERLONS

Des merlons, d'une hauteur de 3 mètres minimum, sont implantés en périphérie du site et réalisés à l'aide des terres végétales et stériles réservés à la remise en état du site, voire avec d'autres matériaux inertes au besoin, mais uniquement ceux codifiés 20.02.02 (terres et pierres) selon la liste des déchets visée à l'article R.541-7 du code de l'environnement.

Les terres et les stériles ne sont pas mélangés et les merlons réalisés en terres végétales sont clairement différenciés des autres sur un plan.

Les merlons ne subissent pas de déplacement ou modification conséquente entre leurs premières mises en place et leur utilisation pour la remise en état.

Les merlons périphériques et les stocks de terres végétales sont végétalisés rapidement pour limiter tout risque d'érosion ou d'envol de poussière. Les plantations sont entretenues régulièrement pour maintenir un accès au périmètre de l'installation et à la clôture qui la sécurise.

ARTICLE 8.2.3 SUIVI TOPOGRAPHIQUE

L'exploitant réalise un plan topographique initial à l'échelle 1 / 1500^e minimum.

L'avancement par la technique du carreau glissant est suivi en permanence et fait l'objet d'un suivi topographique régulier ; les principaux points caractéristiques du périmètre du carreau sont repérés physiquement par piquetage ou tout autre moyen approprié. Ces points caractéristiques, le respect des profils des talus, gradins et fronts de tailles sont vérifiés quotidiennement.

Les plans permettant d'assurer un suivi correct de l'extraction sont tenus à jour.

ARTICLE 8.2.4 SURVEILLANCE DES CONDITIONS D'EXTRACTION

Avant le début d'extraction, l'exploitant désigne un géotechnicien chargé du suivi de la qualité des matériaux en vue d'assurer la bonne sécurité du site, notamment de la bonne tenue des fronts de taille et des talus. L'exploitant informe l'inspection des installations classées du nom de la personne physique désignée et des missions confiées.

L'exploitation du site en nappe est strictement interdite. Le fond de fouille s'établit de la cote finale de +6 m NGR en limite Sud-Ouest à +7 m NGR en limite Nord-Est de l'installation, selon un pendage moyen de 0,2 %.

L'exploitant doit garantir, au travers du suivi hydrogéologique prévu à l'article 4.3.3, que la zone non saturée a une épaisseur, en toute circonstance, minimale de **3 mètres** entre le fond de fouille et le toit de la nappe la plus élevée en hautes eaux, à l'exception du fond du bassin d'infiltration des eaux de ruissellement ou l'épaisseur minimale pourra être de 2 mètres.

Des consignes d'exploitation sont rédigées en ce sens. Elles indiquent clairement, en fonction de la zone d'extraction, les mesures à mettre en œuvre pour assurer le respect de cette cote minimale d'extraction à ne pas dépasser.

L'exploitant vérifie notamment que les profils définis au présent chapitre sont conformes

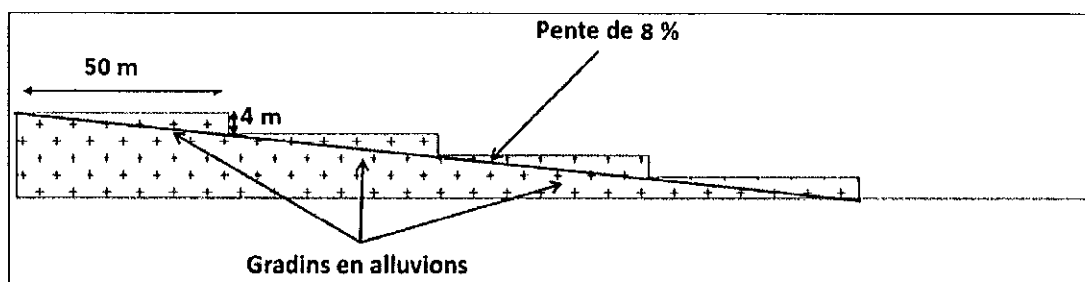
aux dispositions du présent acte et cohérents avec les caractéristiques des matériaux. La nature des matériaux exploités fait également l'objet d'une surveillance.

Le cas échéant, après avis d'un géotechnicien, les nouveaux profils nécessaires à la poursuite de l'exploitation doivent faire l'objet d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article 1.71 du présent acte.

En zone d'extraction, les entreposages de matériaux en transit sont réalisés et situés de manière à ne pas générer de nuisances, notamment en matière d'envol de poussières et dans tous les cas de ne pas dépasser la côte topographique du terrain naturel.

ARTICLE 8.2.5 FRONT D'EXPLOITATION

La carrière est aménagée en fronts de taille et gradins successifs. La hauteur maximale des gradins ou fronts de taille est de 4 mètres avec une pente de 72° (3V/1H). Le fruit minimum de la banquette est de 5° et sa longueur minimale est de 50 mètres pour assurer la circulation et le travail des engins sans danger. Une rampe dont la pente est de 8 % maximum est aménagée pour assurer le passage d'une banquette à l'autre.



Nonobstant ces dispositions l'exploitant doit vérifier la hauteur et la pente des fronts de taille en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts de taille ne doivent pas créer de surplomb. L'exploitation en sous-cavage est strictement interdite.

L'emplacement des lieux de travail doit être tel que chacun d'eux soit préservé contre la chute de matériaux ou de matériels ayant pour origine un lieu de travail situé à une cote plus élevée.

Les engins à mobilité réduite inactifs sont stationnés sur une aire adaptée telle que définie au chapitre 7.3.1 du présent arrêté et à l'abri de tous risques de glissement de terrain.

ARTICLE 8.2.6 PISTES ET CIRCULATION

L'exploitant établit un plan de circulation interne qu'il affiche à l'entrée de son établissement.

La pente des pistes reste inférieure à 8 % et leur largeur de circulation est au minimum de 10 mètres.

La piste doit être munie du côté du bord supérieur du talus ou de la paroi d'un dispositif difficilement franchissable par un véhicule circulant à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au rayon des plus grandes roues des véhicules qui circulent sur la piste.

ARTICLE 8.2.7 SURVEILLANCE ET PURGE DES FRONTS DE TAILLE ET TALUS

Outre les dispositions prises en fonctionnement normal de surveillance de la bonne tenue des fronts de taille et talus telles que décrites aux articles précédents, l'exploitant fait intervenir le géotechnicien autant que de besoin, notamment en cas de doute sur la bonne tenue des profils compte-tenu de la nature des matériaux présents, par exemple

après une période de fortes pluies ou un arrêt prolongé.

Le front d'abattage et les parois doivent être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité. Les mesures doivent être prises pour que, pendant les opérations de purge, personne ne puisse stationner ou se déplacer dans la zone susceptible d'être atteinte par les blocs détachés. À chaque fois que les conditions météorologiques le justifient, l'exploitant suspend les travaux d'extraction afin de préserver la stabilité des fronts de taille.

L'exploitant précise le dispositif mis en œuvre dans les consignes d'exploitation.

ARTICLE 8.2.8 PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant établit un plan topographique d'échelle adapté à la superficie d'exploitation, orienté, sans être inférieur au 1/1500^e. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre de l'autorisation d'exploiter, y compris les éléments de bornage, ainsi que les périmètres d'éloignement définis à l'article 1.2.5 ;
- les courbes de niveau (équidistantes tous les 5 m d'altitude) et cotes d'altitude (NGR) des points significatifs, les côtes des points bas ;
- la position des merlons, talus, banquettes, fronts de taille et gradins visés au présent chapitre.
- les zones en cours d'exploitation ainsi que la position de tous les ouvrages ou équipements fixes présents sur le site, en particulier les zones de transit, les aires de stationnement, les ouvrages de traitements, fossés, merlons, etc. ;
- la position des dispositifs de clôture ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter dans l'année à venir.

Ces plans permettant d'assurer un suivi correct de l'extraction sont mis à jour annuellement et validés par un géomètre-expert. Ils sont transmis, dès mise à jour, à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.3 REMISE EN ÉTAT

ARTICLE 8.3.1 CONDITIONS DE RÉALISATION DE LA REMISE EN ÉTAT

L'exploitant est tenu de remettre le site en état en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant et de l'usage futur du site tel que défini à l'article 1.7.3 du présent arrêté. La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale.

La remise en état finale doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation telle que définie au chapitre 1.4. Les travaux de remise en état sont conduits au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation par carreau glissant selon le plan de phasage joint en annexe 3 au présent arrêté.

En cas de remise en état du site avec des déchets entrants tels que définis au 5.2.2 supra, l'exploitant tient à jour un registre d'admission de ces matériaux (cf article 5.2.4). Ces déchets font l'objet d'un contrôle systématique pour vérifier leur compatibilité avec le fond géochimique du site.

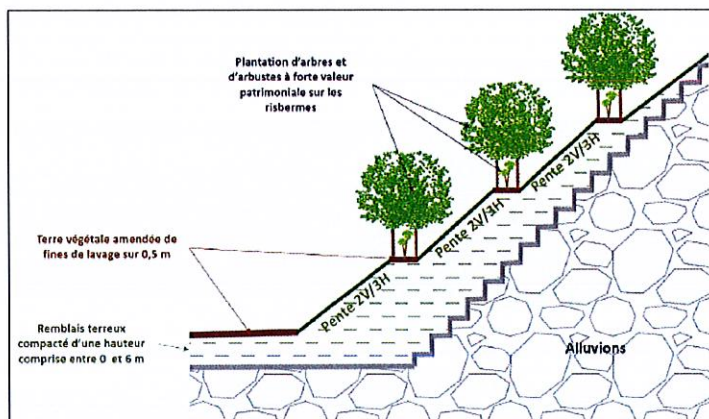
La dernière phase de la remise en état finale comportera également la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; en particulier, les aires étanches, dispositifs de traitement, les locaux, les voies d'exploitation et toutes les

installations de traitement des matériaux.

Les déchets liés à ces opérations sont gérés conformément aux dispositions du titre 5 - déchets supra.

ARTICLE 8.3.2 TALUS

Les talus périphériques de la zone d'extraction sont réalisés conformément aux profils définis dans le dossier de demande d'autorisation.



Les talus présentent des pentes d'environ 34° (2V/3H) entrecoupé de risbermes de 3 mètres de large tous les 8 mètres de hauteur. La pente globale sera de 30°.

ARTICLE 8.3.3 COUCHE FINALE

La carrière est réaménagée avec une couche de 0,5 mètre minimum de terre végétale extraite lors du décapage du site criblée ou des terres de bonne qualité provenant de l'extérieur. Celles-ci sont mélangées à des fines de lavage issues de l'installation de traitement des matériaux en vue de la remise en culture.

Cette couche de bonnes qualités agronomiques sera également positionnée sur les risbermes des talus périphériques remis en état pour permettre la mise en œuvre de plantations sur celles-ci.

La mise en œuvre de la terre végétale est réalisée sous le contrôle et suivant les recommandations d'un agronome, dont l'objectif est l'amélioration de la sole agricole au regard du diagnostic agronomique réalisé avant le début des travaux (cf article 8.1.2).

ARTICLE 8.3.4 AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET PLANTATIONS

Les talus situés en périphérie de la carrière sont végétalisés avec des plantes basses accompagné de rhizomes et une couverture végétale limitant les risques d'érosion. Les risbermes seront plantées d'essences endémiques d'arbres et d'arbustes à forte valeur patrimoniale.

Les aménagements paysagers (organisation spatiale, espèces végétales retenues...) seront validés par un bureau d'étude spécialisé et transmis à l'inspection pour avis avant réalisation.

ARTICLE 8.3.5 SUIVI, ARROSAGE ET GESTION DES PLANTATIONS

L'exploitant établit une procédure de suivi du bon état de santé des espèces végétales mise en place, de l'arrosage des espaces paysagers et de la gestion des plantations, notamment le remplacement des espèces indigènes en cas de non reprise.

L'exploitant assure le suivi, l'arrosage et la gestion des plantations pendant la période de travaux de remise en état dès la mise en place des premiers végétaux jusqu'à la date de récollement de la remise en état du site.

Un bilan écologique de l'état de santé des plantations constituant les aménagements paysagers est réalisé par un écologue avant la fin de la remise en état du site. L'exploitant se conforme aux recommandations de l'écologue avant l'arrêt des mesures de suivi, d'arrosage et de gestion des plantations.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DE L'AUTO-SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DE L'AUTO-SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme d'auto-surveillance de ses émissions et de leurs effets.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Le programme d'auto-surveillance est mis en place avant le début de l'exploitation. Celui-ci est transmis à l'inspection des installations classées. Chaque mise à jour est transmise à ce même service.

Les réalisations, constats, mesures, suivis et autres actions réalisées à l'année N, dans le cadre de ce programme, font l'objet d'un compte rendu, lequel est transmis annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} mars de l'année N+1. Une copie de ces relevés est adressée dans le cadre du bilan annuel à l'inspection des installations classées (2.4.2).

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature, de paramètres et de fréquence de mesure pour les différentes émissions et la surveillance des effets sur l'environnement.

Ces mesures sont réalisées par un organisme agréé par le ministre en charge de l'environnement, selon une méthode normalisée, conformément à l'avis publié au JORF n°315 du 30 décembre 2020 susvisé.

Ces mesures sont effectuées, sans préjudice des mesures de contrôle demandées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 9.1.2 REJETS ATMOSPHÉRIQUES ET RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Il décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Les modalités de réalisation de ce plan sont précisées à l'article 3.2.5 du présent arrêté.

L'ensemble des procès-verbaux d'essais sont transmis dans le cadre du compte-rendu d'auto-surveillance, accompagné d'un récapitulatif et d'une analyse des résultats à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.1.3 SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

L'exploitant établit un plan de surveillance des rejets aqueux du site.

Ce programme rappelle les différents réseaux du site, définit les points de rejets, décrit les dispositions constructives prises pour traiter les eaux rejetées et pour éviter les rejets à l'extérieur du site, ainsi que les moyens mis en œuvre pour vérifier le bon fonctionnement des dispositifs de traitement.

Cette surveillance est mise en place pour s'assurer que les valeurs limites d'émissions exigées par l'article 4.2.6 du présent arrêté sont respectées.

Le ou les points de rejets sont repérés sur un plan.

ARTICLE 9.1.4 EAUX SOUTERRAINES

En fonction des conclusions de l'étude hydrogéologique prescrite à l'article 4.3.1, l'exploitant établit, en collaboration avec l'hydrogéologue désigné, un plan de surveillance des eaux souterraines au droit du site. Les modalités prises pour l'auto-surveillance de la nappe d'eaux souterraines s'appuient notamment sur les dispositions prescrites au chapitre 4.3 du présent acte.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée d'une anomalie constatée.

ARTICLE 9.1.5 SURVEILLANCE POUR UNE BONNE GESTION DES DÉCHETS

Le programme de surveillance définit et suit les mesures mises en place pour vérifier le bon respect des prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de déchets et la bonne réalisation des dispositions prévues au titre 5 - déchets du présent arrêté.

Un bilan annuel avec quantitatifs selon la catégorie et nature des déchets est établi sur le respect de ces dispositions.

Le programme comporte un volet sur le suivi des déchets entrants et les conditions de leur mise en œuvre dans le cadre de la remise en état du site.

ARTICLE 9.1.6 SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions sonores du site. Le plan rappelle la réglementation en vigueur et décrit les enjeux présents autour de l'établissement, les valeurs à respecter, les points de mesure et la fréquence des relevés ainsi que les mesures mises en œuvre afin d'en réduire l'impact sur l'environnement.

Le programme à mettre en place s'appuie sur les prescriptions du titre 6 du présent arrêté.

Le respect de ces critères fait l'objet d'un contrôle **dans les trois premiers mois** de l'exploitation à une fréquence **trimestrielle pendant un an**, puis à une **fréquence annuelle** si les émissions sonores respectent les valeurs réglementaires. Une nouvelle série de campagnes trimestrielles sur un an sera réalisé dès la mise en service des installations de traitement des matériaux.

Les rapports de ces contrôles mentionnent précisément les installations en cours d'activité lors des mesures et en particulier le détail des moyens utilisés pour les activités d'extraction, de chargement et de transport ainsi que les installations de traitement des matériaux.

ARTICLE 9.1.7 SUIVI DE LA LUTTE ANTI-VECTORIELLE, ESPÈCES INVASIVES

L'exploitant précise dans son compte-rendu annuel d'autosurveillance, les réalisations et suivis effectués en matière de lutte anti-vectorielle et vis-à-vis des espèces invasives selon

les dispositions des articles 2.2.4 et 2.2.5 du présent arrêté.

ARTICLE 9.1.8 SUIVI, INTERPRÉTATION ET ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto-surveillance en application du titre 9, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les anomalies constatées ou le non-respect des seuils à atteindre fait l'objet d'une information **immédiate** à l'inspection des installations classées.

TITRE 10 - RECOURS, RÉCLAMATION, PUBLICITÉ, EXÉCUTION

CHAPITRE 10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, RÉCLAMATION

ARTICLE 10.1.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de La Réunion :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour d'affichage de la présente décision ou de sa publication. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet dans un délai de deux mois, ce dernier prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 10.1.2 RÉCLAMATION

En application de l'article R.181-52 du Code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 10.2 PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

ARTICLE 10.2.1 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de la commune de Saint-Pierre et peut

y être consultée ; un extrait y est affiché pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint-Pierre fera connaître par procès verbal adressé à la préfecture l'accomplissement de cette formalité d'affichage ;

- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10.2.2 EXÉCUTION

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L.171-8 à L.171-10 et L.514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 10.2.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Pierre, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie en est adressée à :

- M. le maire de Saint-Pierre ;
- M. le président de la CIVIS ;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service prévention des risques et environnement industriels (SPREI) ;
- Mme la directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS) ;
- Mme la directrice des affaires culturelles de La Réunion (DAC)
- M. le directeur des douanes.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Laurent Lenoble

ANNEXES :

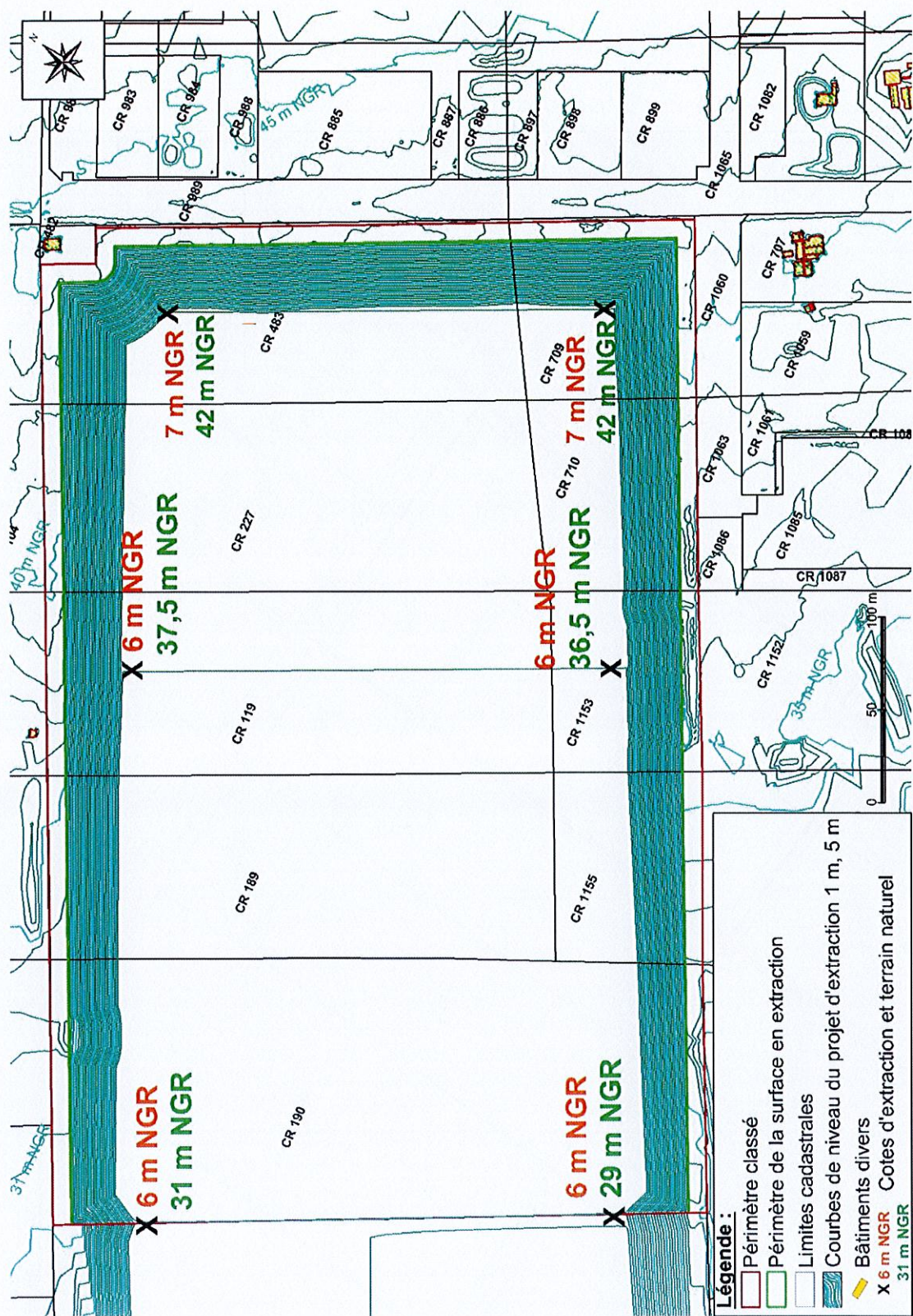
- Annexe 1 : plan d'exploitation
- Annexe 2 : plan parcellaire
- Annexe 3 : plan de phasage et représentations schématiques des phases
- Annexe 4 : plan de remise en état
- Annexe 5 : localisation des points de mesure de bruit
- Annexe 6 : localisation des points de mesure des retombées de poussières

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION..... | 4 |
| CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS..... | 4 |
| CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ..... | 7 |
| CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION..... | 7 |
| CHAPITRE 1.5 CONDITIONS PRÉALABLES AU DÉBUT DE L'EXPLOITATION..... | 7 |
| CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES..... | 8 |
| CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ..... | 9 |
| CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES..... | 10 |
| CHAPITRE 1.9 AUTRES RÉGLEMENTATIONS ET LÉGISLATIONS, TGAP ET DROIT DES TIERS | 12 |
| TITRE 2 - GESTION DE L'EXPLOITATION..... | 12 |
| CHAPITRE 2.1 GÉNÉRALITÉS ET CONTRÔLES..... | 12 |
| CHAPITRE 2.2 INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT PENDANT L'EXPLOITATION..... | 13 |
| CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU, INCIDENT, ACCIDENT..... | 15 |
| CHAPITRE 2.4 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION..... | 15 |
| TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 17 |
| CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 17 |
| CHAPITRE 3.2 RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES..... | 18 |
| TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 20 |
| CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU..... | 20 |
| CHAPITRE 4.2 COLLECTE ET REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX..... | 20 |
| CHAPITRE 4.3 SURVEILLANCE ET PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES..... | 22 |
| TITRE 5 - DÉCHETS..... | 25 |
| CHAPITRE 5.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'EXPLOITATION..... | 25 |
| CHAPITRE 5.2 GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION & DÉCHETS ENTRANTS..... | 26 |
| TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES..... | 29 |
| CHAPITRE 6.1 ÉMISSIONS SONORES..... | 29 |
| CHAPITRE 6.2 ÉMISSIONS LUMINEUSES..... | 31 |

| | |
|--|-----------|
| TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES..... | 31 |
| CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS..... | 31 |
| CHAPITRE 7.2 RISQUES NATURELS..... | 32 |
| CHAPITRE 7.3 RISQUES TECHNOLOGIQUES..... | 32 |
| TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'EXPLOITATION ET LA REMISE EN ÉTAT..... | 33 |
| CHAPITRE 8.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION..... | 33 |
| CHAPITRE 8.2 CONDUITE DE L'EXPLOITATION..... | 34 |
| CHAPITRE 8.3 REMISE EN ÉTAT..... | 38 |
| TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS..... | 39 |
| CHAPITRE 9.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DE L'AUTO-SURVEILLANCE..... | 39 |
| TITRE 10 - RECOURS, RÉCLAMATION, PUBLICITÉ, EXÉCUTION..... | 42 |
| CHAPITRE 10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, RÉCLAMATION..... | 42 |
| CHAPITRE 10.2 PUBLICITÉ ET EXÉCUTION..... | 42 |

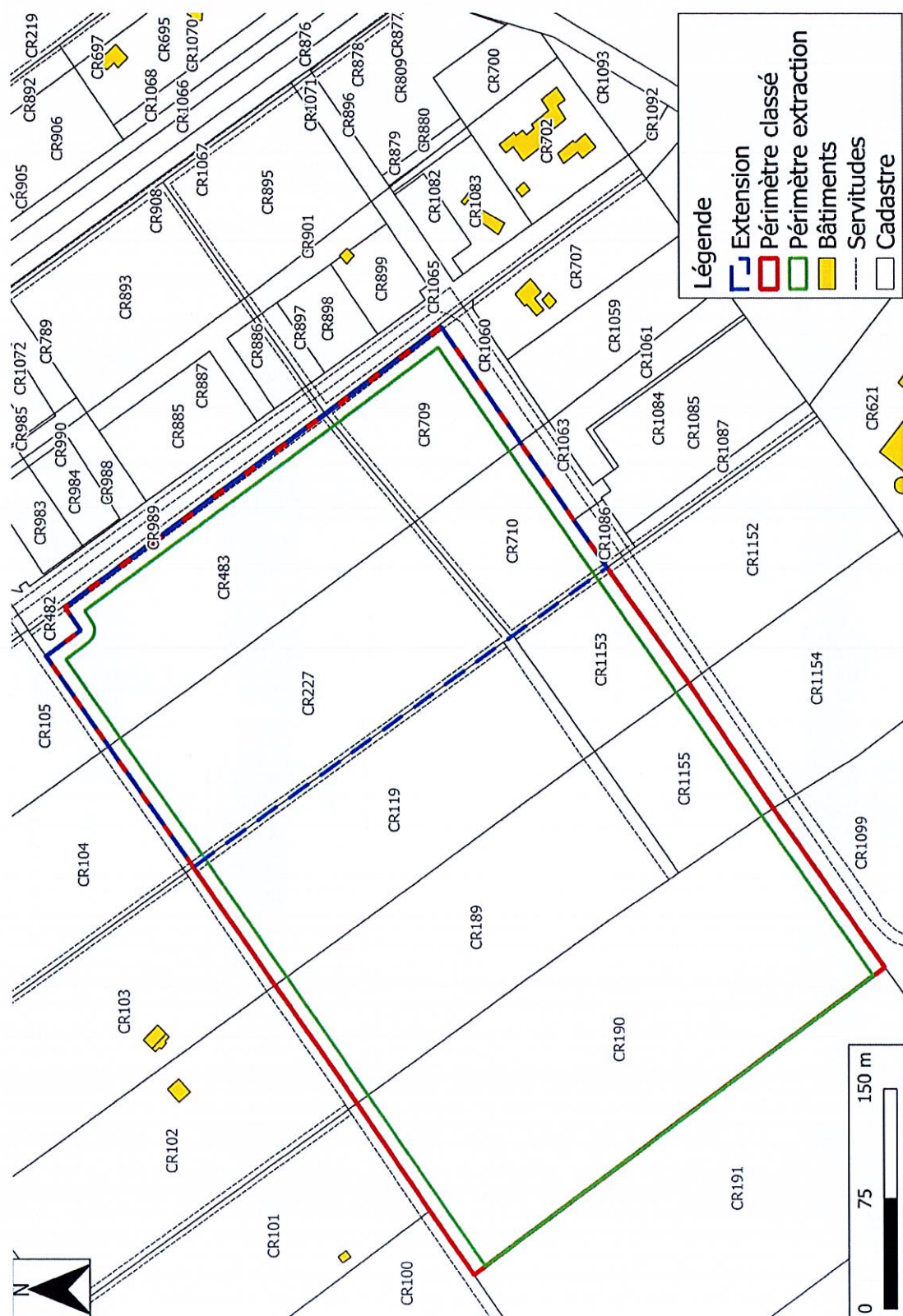
Annexe 1



Extrait DAENV
Novembre 2022

Plan d'exploitation

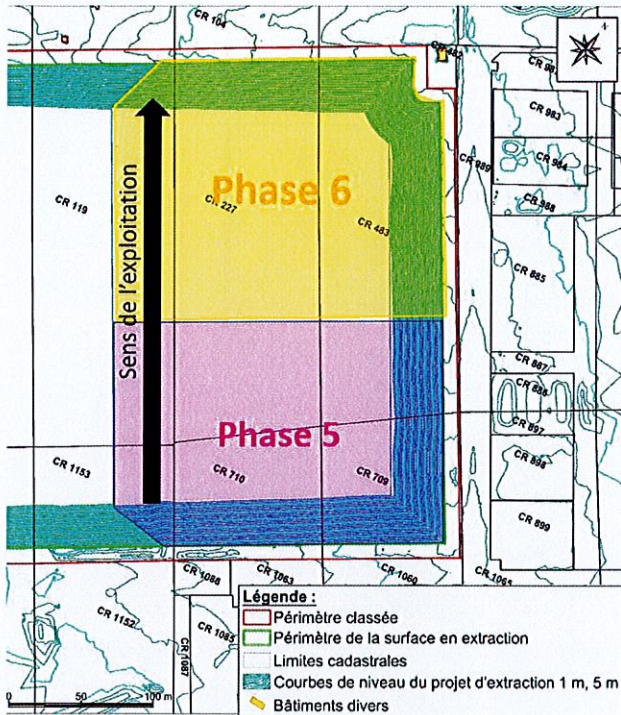
Annexe 2



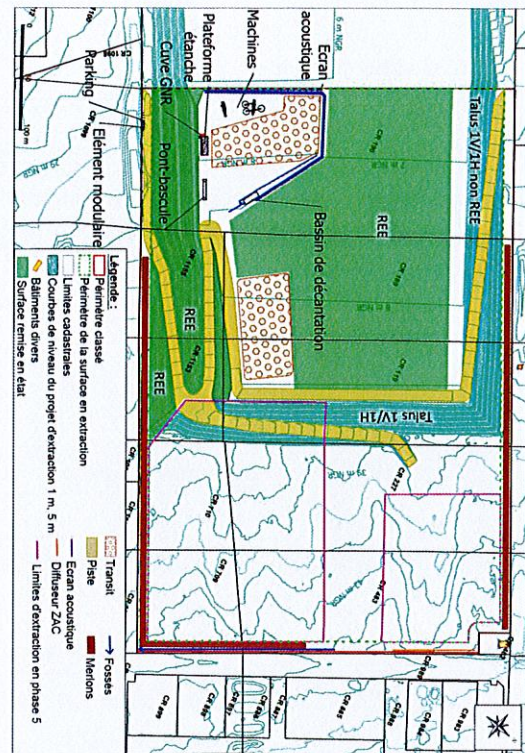
Extrait DAENV
Novembre 2022

Plan parcellaire

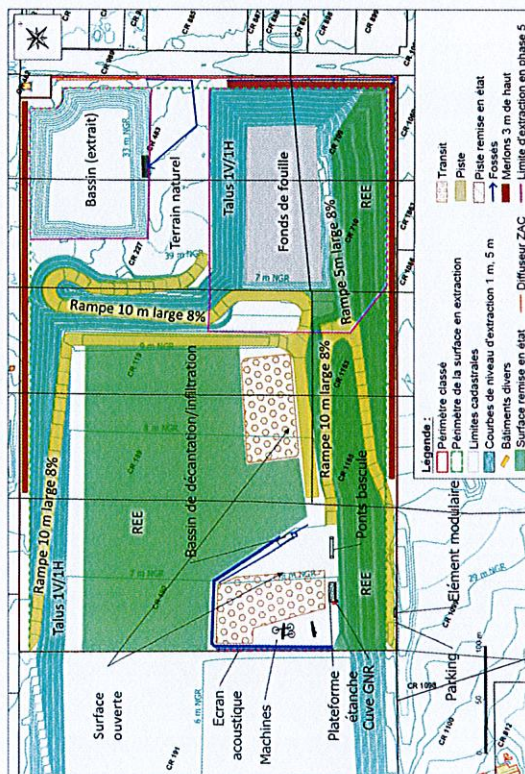
Annexe 3



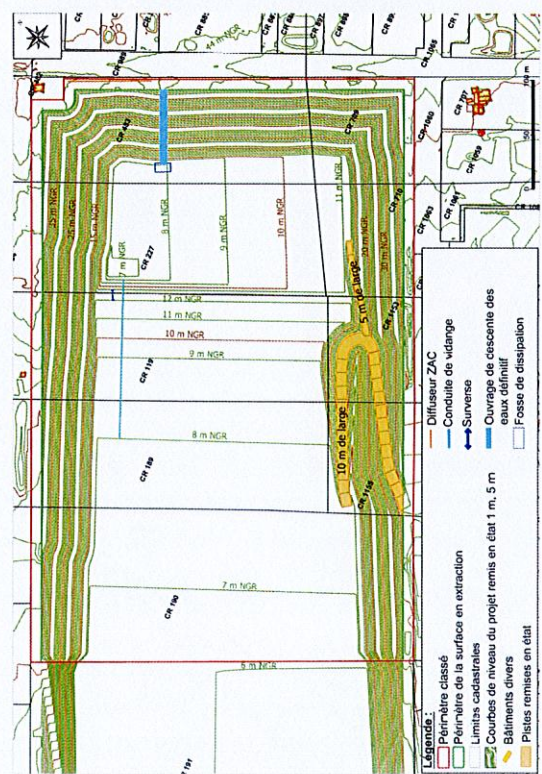
Plan général phases 5 et 6



Aménagements au démarrage de la phase 5



Phase 5 (fin de phase d'extraction)

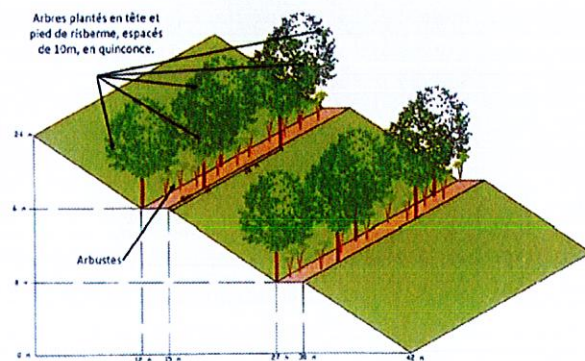
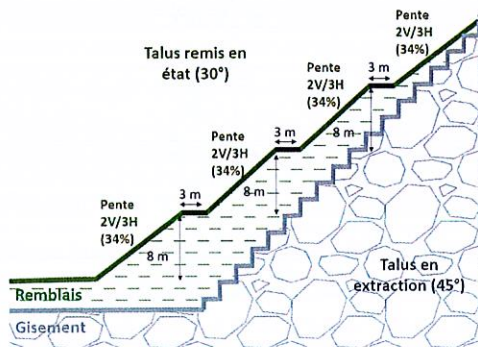
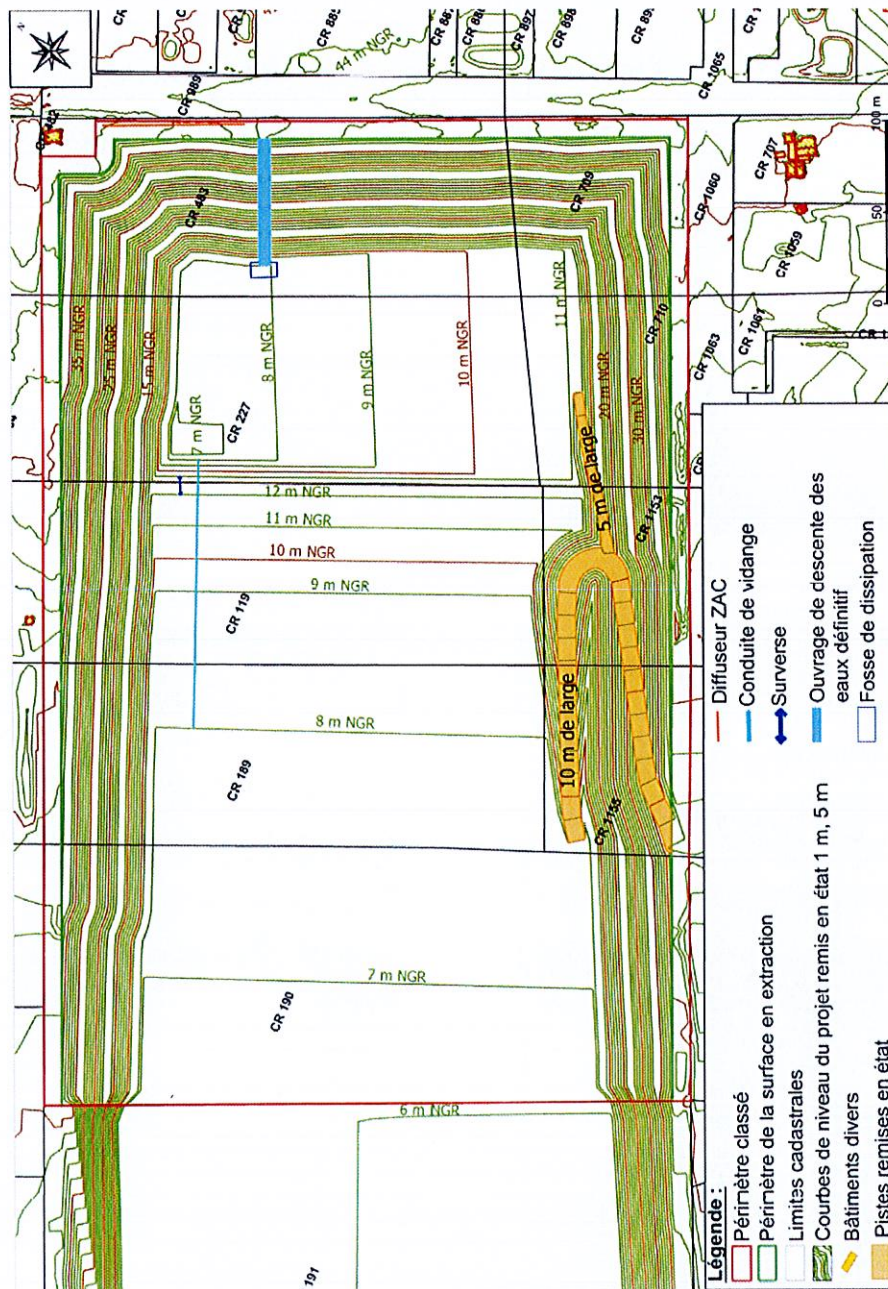


Phase 6 (remise en état)

Extrait DAENV
novembre 2022

Phasage théorique d'exploitation
par carreau glissant

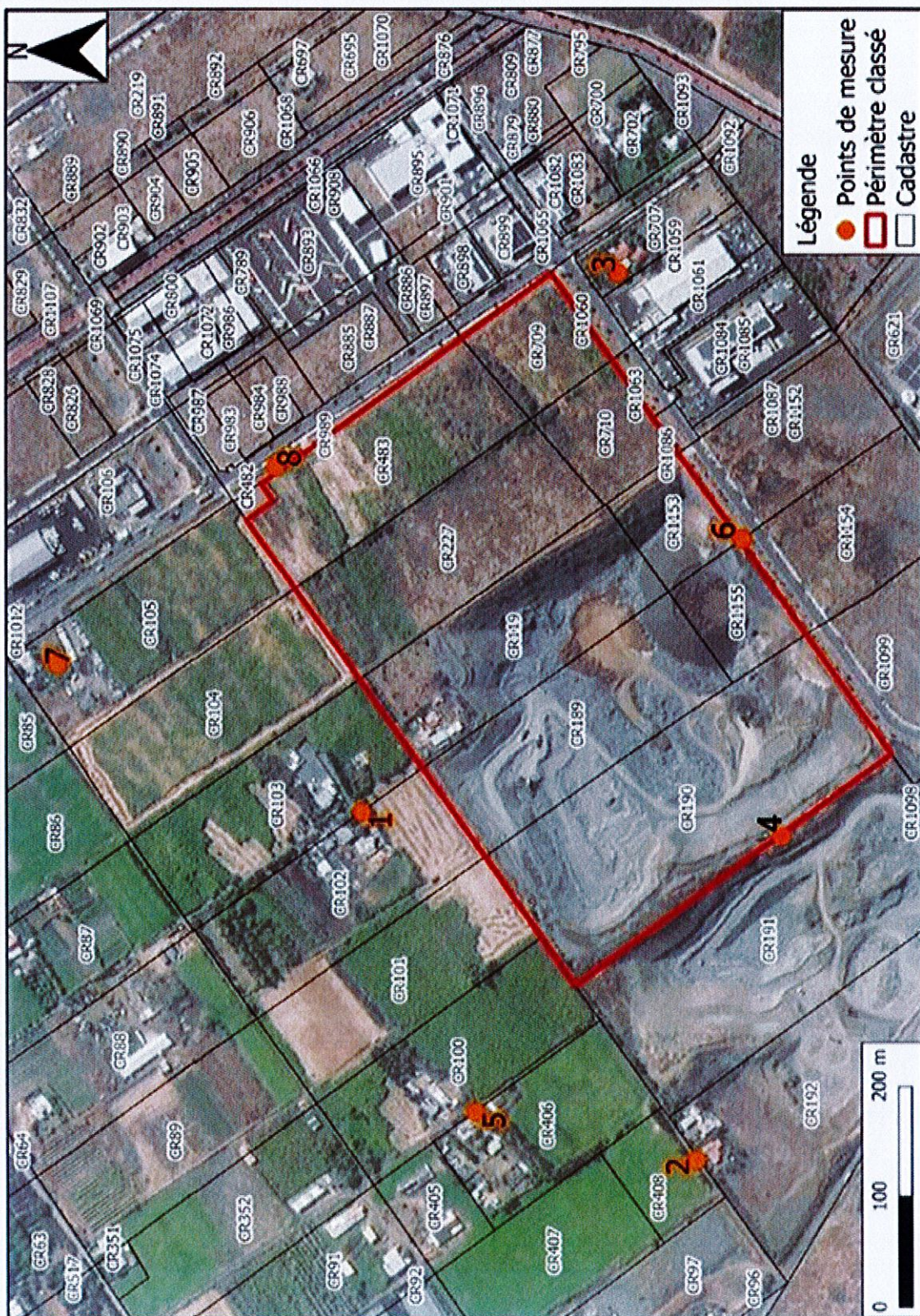
Annexe 4



Extrait DAENV
novembre 2022

Plan de remise en état du site

Annexe 5



Points de contrôle des émissions sonores

Annexe 6



Localisation des jauges de surveillance des retombées de poussières